





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX  
EN PROVENCE N° DL.2016-131**

**Séance publique du**

**29 mars 2016**

**Présidence de Maryse JOISSAINS MASINI  
Maire d'Aix-en-Provence Président de la  
Communauté du Pays d'Aix**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20160329- lmc185009-DE-1-1
Date de signature : 30/03/2016
Date de réception : mercredi 30 mars 2016
 <b>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</b> - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓ 

**OBJET : RELATIONS INTERNATIONALES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE  
FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION DES JUMELAGES ET DES RELATIONS  
INTERNATIONALES**

Le 29 mars 2016 à 15h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire, le 24/03/2016, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

Monsieur Jacques AGOPIAN, Madame Dominique AUGÉY, Madame Abbassia BACHI, Monsieur Edouard BALDO, Madame Charlotte BENON, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Madame Danièle BRUNET, Monsieur Lucien-Alexandre CASTRONOVO, Monsieur Maurice CHAZEAU, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Madame Charlotte DE BUSSCHERE, Monsieur Philippe DE SAINTDO, Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Brigitte DEVESA, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Madame Michele EINAUDI, Monsieur Alexandre GALLESE, Monsieur Jean-Christophe GROSSI, Monsieur Hervé GUERRERA, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Irène MALAUZAT, Madame Reine MERGER, Monsieur Jean-Marc PERRIN, Madame Liliane PIERRON, Monsieur Jean-Jacques POLITANO, Madame Danielle SANTAMARIA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Madame Catherine SILVESTRE, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Françoise TERME, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Monsieur Ravi ANDRE à Madame Irène MALAUZAT, Monsieur Moussa BENKACI à Madame Liliane PIERRON, Madame Christine BERNARD à Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Madame Patricia BORRICAND à Monsieur Gerard DELOCHE, Madame Sylvaine DI CARO à Monsieur Francis TAULAN, Madame Souad HAMMAL à Madame Noelle CICCOLINI-JOUFFRET, Madame Muriel HERNANDEZ à Monsieur Gilles DONATINI, Madame Coralie JAUSSAUD à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Sophie JOISSAINS à Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Claude MAINA à Monsieur Michael ZAZOUN, Monsieur Stéphane PAOLI à Madame Reine MERGER, Monsieur Christian ROLANDO à Monsieur Gérard BRAMOULLÉ.

**Excusés sans pouvoir :**

Monsieur Raoul BOYER, Madame Catherine ROUVIER, Madame Josyane SOLARI.  
Secrétaire : Sylvain DIJON

Madame Karima ZERKANI-RAYNAL donne lecture du rapport ci-joint.



D.G.A.S Qualité de Vie  
Direction Attractivité et Coopération  
Internationale

RAPPORT POUR  
LE CONSEIL MUNICIPAL  
DU 29 MARS 2016

**Nomenclature : 7.5**  
Subventions

-----

**RAPPORTEUR** : Madame Karima ZERKANI-RAYNAL

**Politique Publique : 09-DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET RAYONNEMENT  
INTERNATIONAL**

**OBJET** : RELATIONS INTERNATIONALES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION DES JUMELAGES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES- Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

Depuis de nombreuses années la Ville d'Aix-en-Provence apporte son soutien à l'Association des Jumelages et des Relations Internationales. Cette association a pour objet de développer les relations et les échanges permettant de renforcer l'image d'Aix-en-Provence, ville ouverte sur le monde. En ce sens, l'association est appelée à relayer l'action de la Ville auprès de la société civile aixoise.

Il est proposé de signer une nouvelle convention d'objectifs pour l'année 2016.

Cette nouvelle convention prévoit que soient ciblés le public scolaire et le jeune public, plus particulièrement à l'échelle européenne, afin, notamment, de promouvoir le multilinguisme. Il est demandé à l'association de renforcer la sensibilisation sur les différents partenariats internationaux existants et sur leurs thématiques, les échanges dans le cadre scolaire du 1<sup>er</sup> degré, les échanges et chantiers de jeunes. Un travail spécifique est conduit à cet effet avec les délégations municipales de référence à l'Éducation, la Politique de la Ville, la Jeunesse, la Culture et au Sport.

Afin de contribuer à l'image d'innovation numérique de la Ville d'Aix en Provence, la convention prévoit également de rechercher l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour assurer un lien régulier et pérenne entre les jeunes aixois et ceux issus des villes partenaires.

Le développement de la participation de citoyens des villes jumelles européennes étant un objectif de l'association, celle-ci sera impliquée dans le cadre de manifestations pilotées par la Ville, afin de permettre l'émergence d'une citoyenneté européenne active : Journée de l'Europe, Année de la Hongrie à Aix.

N° Tiers	Libellé Association	Subvention 2014	Subvention 2015	Acompte proposé année 2016
9306	Association des Jumelages et des Relations internationales	83 220€	83 220 €	50 000 €

Cette proposition a été validée en date du 02 février 2016.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention d'objectifs 2016 entre la Ville et l'Association des Jumelages et des Relations Internationales, ci-annexée,
- **AUTORISER** Madame le Maire ou le conseiller municipal délégué à signer la convention d'objectifs 2016 avec l'Association des Jumelages et des Relations Internationales,
- **DECIDER** l'attribution d'un acompte de 50 000 euros à valoir sur la subvention 2016,
- **AUTORISER**, en application de la dite convention, le versement de cet acompte,
- **DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2016 sur la ligne 2033, imputation 048-6574-920, qui présente les disponibilités suffisantes.

DL.2016-131 - RELATIONS INTERNATIONALES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION DES JUMELAGES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES-

Présents et représentés	: 52
Présents	: 40
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 52
Pour	: 52
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité le rapport qui précède.

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

Le conseiller municipal délégué,  
Gérard DELOCHE



Compte-rendu de la délibération affiché le : 31/03/2016  
(articles L2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS**  
entre  
**LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE**  
et  
**L'ASSOCIATION**  
**DES JUMELAGES ET RELATIONS INTERNATIONALES**

pour l'année  
**2016.**

Il est établi une convention d'objectifs entre :

**La Commune d'Aix-en-Provence** représentée par Madame Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire en exercice, ou par **délégation** l'Élu délégué aux relations internationales, agissant en vertu de la délibération N° DL du Conseil Municipal du 21 mars 2016 ci-après désignée « la Commune » ou « la Ville », d'une part

et

**L'Association des Jumelages et Relations internationales** dont le siège social est sis à l'Office de Tourisme, 300 Avenue Giuseppe Verdi, 13100 Aix-en-Provence, N° Siret : 432 216 87700022 représentée par : Monsieur Claude LAURENS, Président dûment habilité par décision du Conseil d'Administration du 2 juin 2015 à signer tous documents relatifs à l'action de l'association, ci-après désignée « l'Association », d'autre part

## **PRÉAMBULE**

Considérant que l'Association a pour objet social, notamment, de « développer dans tous les domaines les relations et les échanges entre la ville d'Aix-en-Provence et les villes des pays d'Europe et du Monde ayant des points communs dans les domaines historique, démographique, universitaire, touristique, thermal, culturel, économique, artistique ou dans tout autre domaine. Les jumelages spécifiques entre Aix en Provence et une ville étrangère, ne deviennent officiels qu'après l'adoption de chacun par les Conseils municipaux intéressés ou leur équivalent. En ce qui concerne notamment les jumelages à réaliser avec les villes européennes l'Association entend contribuer, dans la mesure de ses moyens et dans le cadre de ses statuts, à l'édification de l'unité européenne ».

Considérant que la Ville s'est fixé comme objectifs de développer et promouvoir la politique de relations internationales et européennes de la collectivité en relation avec l'ensemble de ses services et à destination de différents publics notamment des jeunes, aux fins de valorisation touristique, culturelle et économique d'Aix en Provence. Cette stratégie se décline selon deux axes principaux :

**1) Faire pratiquer l'international** : pilote de projet et contributeur du développement de ses relations internationales, la Ville organise des animations et des programmes de coopération internationale à Aix ou à l'étranger, elle favorise la mobilité euro-méditerranéenne notamment des jeunes à travers la diffusion d'information et la gestion d'une bourse à la mobilité pour les stages à l'étranger, elle soutient l'action de partenaires comme d'associations, notamment au travers d'un appel à projet.

**2) Donner à voir l'international** : pour mieux faire comprendre la nécessité de l'international, pour contribuer au rayonnement d'Aix-en-Provence et mettre en valeur les actions initiées ou partagées par ses services et

ses partenaires, la Ville communique, organise des échanges, soutient des projets d'acteurs aixois, met à jour le diagnostic du territoire dédié à l'international.

Considérant que le programme d'actions de l'association s'inscrit dans les objectifs généraux de la politique publique de la Commune d'Aix en Provence en matière de développement du tourisme et rayonnement international et présente un intérêt public local.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000€ doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE I – OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets et actions conformes à son objet social qui présentent un intérêt local et dont les contenus sont précisés ci-dessous.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence des projets et actions de l'association conformes à son objet social.

### **ARTICLE II – MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

Conformément à son objet social, l'Association agit exclusivement avec les villes jumelées ou ayant un document contractuel de coopération, partenariat et d'engagement réciproque, met en œuvre différents projets ou actions et s'engage à les réaliser selon les objectifs suivants :

- prendre pour cible le public scolaire et le jeune public, plus particulièrement à l'échelle européenne, afin, notamment, de promouvoir le multilinguisme :

- 1) sensibilisation sur les différents partenariats internationaux existants et sur leurs thématiques,
- 2) échanges dans le cadre scolaire du 1er degré,
- 3) échanges et chantiers de jeunes.

Un travail spécifique sera conduit avec la Ville, à cet effet, avec les délégations de référence à l'Éducation, à la Politique de la Ville, à la Jeunesse et aux Sports. Il sera notamment recherché l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour assurer un lien régulier et pérenne entre les jeunes aixois et ceux issus des villes partenaires.

- en partenariat avec la Ville, favoriser la participation de citoyens des villes jumelles européennes dans le cadre de manifestations pilotées par la Ville permettant de favoriser l'émergence d'une citoyenneté européenne active : Journée de l'Europe, Semaine européenne de la démocratie locale, C'est Sud, Carnaval.

- en partenariat avec la Ville, contribuer au dimensionnement de l'événement Année de la Hongrie à Aix 2106.

- l'Association fera avec la Ville des points d'étapes réguliers, à minima trimestriels, afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées et les éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du partenariat.

## ARTICLE III – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de clôture de l'exercice les documents ci après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiées et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou subventions publique, le rapport du commissaire aux comptes, prévus par l'article L.612-4 du Code de commerce et la référence de leur publication au journal officiel
- Le rapport d'activité
- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte rendu est constitué :

- d'un tableau des charges et produits affectés à la réalisation du projet qui doit être annexé , d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (Trésorier)

Dans le compte-rendu d'activités l'Association s'engage à reprendre les indicateurs suivants :

- . Nombre d'actions de sensibilisation réalisées au sein :
  - . des écoles
  - . des collèges
  - . des lycées
- . Nombre d'événements publics de restitution post déplacements
- . Nombre d'échanges et de déplacements scolaires
- . Nombre d'échanges et de déplacements de jeunes
- . Nombre de commerçants et exposants au marché international des villes jumelles
- . Nombre de visites d'écoles au marché international des villes jumelles
- . Nombre de manifestations pilotées par la Ville auxquelles l'association contribue
- . Nombre de personnes issues des villes jumelles accueillies.

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

### 3 – Assurances

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente convention.

### 4 – Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Ville

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Ville et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant ses actions subventionnées par la Ville.



Aucune autre subvention ne sera versée par la Ville pour les coûts relatifs à cette communication.

## **5 – Autres engagements**

L'Association s'engage à procéder à toutes les démarches visant à la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation,
- Communiquer à la Ville les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé,
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la ville de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toute modification statutaire, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification,
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise : l'interdiction à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

## **ARTICLE IV – MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE**

La Ville s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus liées à l'objet de l'association.

### **1-Subvention 2016**

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 000 €, pourra être effectué dès approbation par le Conseil municipal de cette convention, signature et notification de cette dernière ;
- le solde du concours financier sera versé dans le courant du 2e semestre de l'année, conformément aux décisions prises par le conseil municipal et après contrôle administratif et financier effectué par la Commune et production des comptes provisoires : compte rendu financier et rapport d'activité.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

### **2- Mise à disposition des locaux**

Une mise à disposition de locaux est consentie par l'Office Municipal de Tourisme à l'Association, pour y installer son siège, y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions.

La valeur locative est communiquée par l'Office de Tourisme et devra également figurer dans les comptes de l'Association.

## **ARTICLE V – ÉVALUATION**

### **1 – Contrôle qualitatif et quantitatif**

L'association s'engage à fournir avant le terme de la convention un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action.

La Commune procède, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article II, et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément à l'[article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales](#).

La Ville pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

### **2 – Commission mixte**

Il pourra être créé une commission mixte, elle sera composée d'un représentant de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration. Cette commission se réunira au moins une fois par an.

Elle aura pour rôle de veiller à la bonne application de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

Elle pourra pratiquer les suivis et évaluations nécessaires.

## **ARTICLE VI – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des deux parties. Elle est conclue pour l'année 2016 soit jusqu'au 31 décembre 2016.

## **ARTICLE VII – AVENANT**

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

## **ARTICLE VIII – SANCTIONS ET RÉSILIATION**

### **1 – Reversements et /ou indemnités**

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause

le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **2 – Résiliation de la convention.**

La convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par avenant ou de résilier la présente convention.

## **ARTICLE IX – COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour l'Association  
Le Président

Pour la Commune d'Aix-en-Provence,  
Le Maire  
Maryse JOISSAINS – MASINI  
Ou par délégation l'Élu aux Relations Internationales  
En vertu de l'arrêté N°A.2016-49 du 4 janvier 2016.